



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°612 – 9 janvier 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Bonne progression de l'activité économique dans l'UEMOA en novembre 2025

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO](#), les principaux indicateurs de l'UEMOA ont continué de progresser en novembre 2025. L'indice de la production industrielle a ainsi augmenté de 4,3 % en glissement annuel (g.a) en novembre 2025 et celui des services financiers de 15,1 % en g.a. De même, les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et dans les services ont progressé respectivement de 4,1 % et 4,5 % en g.a. Par ailleurs, l'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 100,9 (+0,1 point en g.a); au-dessus de sa tendance de long terme (100), traduisant ainsi le maintien de la confiance des chefs d'entreprises dans l'évolution de la conjoncture. Les plus fortes hausses de de l'indicateur ont été enregistrées en Guinée-Bissau (+1,7 point en g.a) et au Niger (+1,3) tandis que les plus fortes baisses ont été observées au Bénin (-1,6) et au Sénégal (-0,8). Enfin, le taux d'inflation au sein de l'UEMOA demeure en territoire négatif et s'établit à -0,5 % en g.a en novembre 2025. La déflation est principalement tirée par les prix des services de restauration et hôtels contribuant à hauteur de -0,4 point de pourcentage (p.p), ainsi que des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,2 p.p).

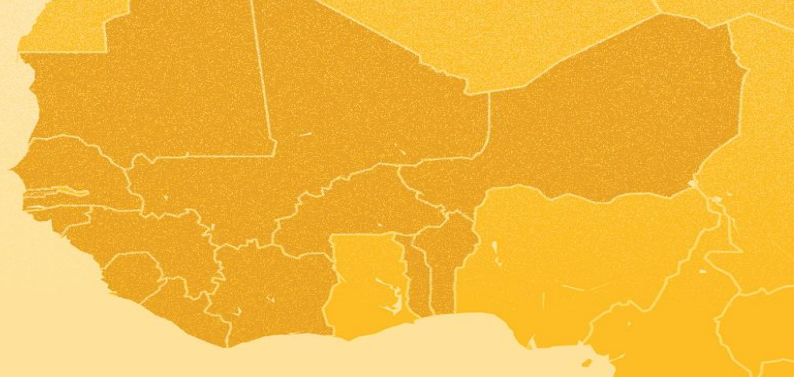
Le chiffre à retenir

16,75 %

Le nouveau taux directeur en vigueur en Sierra Leone depuis le 19 décembre 2025, en baisse de 800 points de base sur un an.

101 M USD de la BIDC pour des projets stratégiques en Sierra Leone et en Guinée

Le 19 décembre 2025, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) [a annoncé](#) l'approbation de financements d'un montant total de 101,2 M USD pour des infrastructures et projets stratégiques en Sierra Leone et en Guinée. Il s'agit notamment (i) du Projet de transport d'énergie en Sierra Leone (79,4 M USD) qui vise à construire un réseau de lignes de transmission de 225 kV et 66 kV et (ii) le Projet d'atlas numérique et l'Observatoire national du développement de la république de Guinée (ONDRG) d'un montant de 21,8 M USD, qui permettra de moderniser la gouvernance du développement via la collecte de données géospatiales et le développement d'outils de planification numérique. [Selon](#) le ministère du Plan et de la Coopération internationale de Guinée, l'appui technique à l'ONDRG pour l'élaboration de l'atlas numérique national sera assuré par le Cabinet émirati GeoConsult.



29 M USD de la BOAD pour des projets climatiques au Bénin, au Burkina Faso et au Mali

Le 23 décembre 2025, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) [a annoncé](#) l'approbation par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de 3 projets climatiques au profit du Bénin, du Burkina Faso et du Mali, pour un montant global de 29,2 M USD octroyés sous forme de dons. Au Burkina Faso, le Projet d'adaptation climatique et d'agriculture résiliente dans le Plateau central bénéficie de 10 M USD pour la restauration de terres dégradées, la diffusion de pratiques agricoles adaptées et l'amélioration de l'accès à l'eau. Au Mali, le Projet intégré d'adaptation et de résilience au climat, doté de 11,2 M USD, couvre 26 communes des régions de Kayes, Nioro et Ségou et vise la réhabilitation de paysages dégradés et le renforcement durable des moyens de subsistance. Au Bénin, le Projet de verdissement du Grand Nokoué mobilise 8 M USD en faveur d'infrastructures urbaines vertes et de solutions de mobilité à faibles émissions.

Bénin

L'IHPC affiche une hausse de 1,4 % en g.a en décembre 2025

D'après l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStaD), l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) [a progressé](#) de 1,4 % en glissement annuel en décembre 2025. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des prix des divisions "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+ 4,9 % en g.a), "Vêtements et chaussures" (+3,1 % en g.a) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+2,4 % en g.a). A noter toutefois la baisse des prix dans les divisions "Restaurants et services d'hébergement" (-7,7 %), "Assurances et services financiers" (-2,6 %) et "Information et

communication" (-2 %). Par ailleurs, l'inflation en moyenne annuelle est estimée à +1,1 % en 2025.

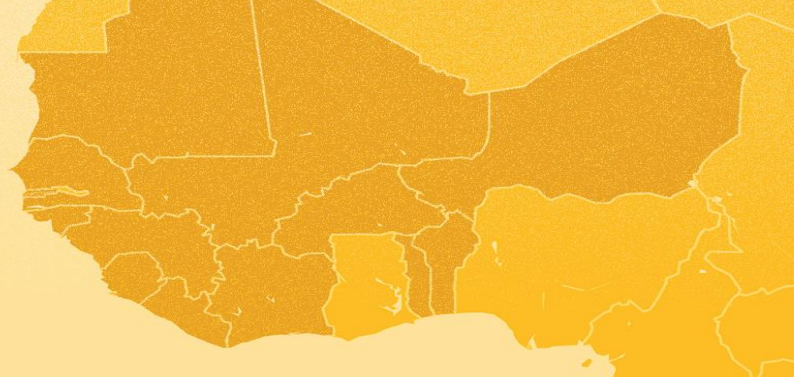
Burkina Faso

Publication des résultats provisoires de la campagne agropastorale 2025/2026

Le 17 décembre 2025, le Conseil des ministres [a présenté](#) les résultats provisoires de la campagne agropastorale 2025/2026 et de la situation alimentaire, marquée par un démarrage tardif dans la plupart des localités et des attaques de chenilles sur le maïs et le sorgho. La production céréalière est estimée à 7,1 M t, en hausse de 17,6 % par rapport à la campagne précédente et de 37,2 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années. La production des autres cultures vivrières (niébé, voandzou, igname et patate) est évaluée à 1,2 M t, en baisse de 1,3 % en g.a et en hausse de 27,9 % par rapport à la moyenne quinquennale, tandis que les cultures de rente hors coton atteignent 1,4 M t, en progression de 3 % sur un an. Le bilan céréalier fait apparaître 15 provinces déficitaires, 8 en équilibre et 24 excédentaires, avec un taux de couverture apparent des besoins céréaliers de 126,6 %, contre 111,5 % en 2024/2025. La production fourragère est estimée à 10,1 M t de matière sèche.

85,5 M EUR de la Banque mondiale pour le Projet de protection du capital humain

Le 17 décembre 2025, le Conseil des ministres [a autorisé](#) la ratification de l'accord de financement additionnel signé le 22 novembre 2025 avec l'Association internationale de développement (IDA), guichet concessionnel du groupe de la Banque mondiale, en faveur du Projet de protection du capital humain (PPCH). Le financement additionnel, d'un montant de 85,5 M EUR, permettra notamment d'assurer (i)



la fourniture de services de santé essentiels, incluant le programme de soins de santé gratuits, les services hospitaliers et la vaccination, ainsi que (ii) la continuité des services éducatifs, à travers l'organisation des examens et concours nationaux et la prise en charge des frais de vacation des enseignants.

Côte d'Ivoire

Présentation au secteur privé de l'annexe fiscale pour l'année 2026

Le 7 janvier 2026, [l'annexe fiscale pour l'année 2026](#), comprenant 41 mesures, [a été présentée](#) par la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) aux opérateurs privés. Ces mesures s'articulent autour de plusieurs axes, dont le renforcement de la mobilisation des ressources fiscales ; l'adoption de mesures incitatives ciblées en faveur de l'habitat social ; le développement d'une fiscalité environnementale et le soutien à l'économie. En particulier, parmi les mesures destinées à renforcer les recettes fiscales, on peut citer (i) l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des opérations d'affacturage, (ii) l'institution d'un impôt sur les bénéfices des plateformes de commerce en ligne n'ayant pas d'installation professionnelle en Côte d'Ivoire et (iii) la suppression de l'exonération de la TVA sur les fibres de jute et de sisal ; les aliments pour bétail et animaux de basse-cour ; les intrants pour la fabrication des engrais et des aliments pour bétail et animaux de basse-cour.

L'IHPC quasi stable en g.a en novembre 2025

Selon l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat), l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de novembre 2025 a été [quasi stable](#) à +0,04 % en glissement annuel (g.a). Cette évolution résulte principalement de l'augmentation des prix au sein des composantes "Produits alimentaires et boissons

non alcoolisées" (+1,6 % en g.a) et "Information et communication" (+4,2 %), contrebalancée notamment par la baisse des prix au niveau des composantes "Logement, eau, gaz, électricité et combustibles" (-1,5 % en g.a), "Transports" (-2,9 %), "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (-4 %) et "Santé" (-3,2 %).

Guinée

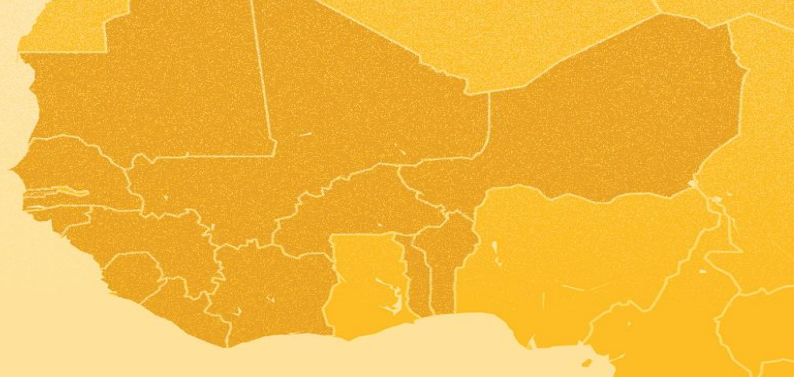
Don de 12,3 M EUR de la Chine

Le 2 janvier 2026, le Ministre du Plan et de la Coopération de la Guinée et l'Ambassadeur de Chine en Guinée [ont procédé](#) à la signature d'un accord de don de 100 M CNY (12,3 M EUR). Cet accord s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération conclues entre les deux pays à l'occasion du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC), tenu en août 2024 à Beijing. Le financement est destiné en particulier à la réalisation de projets à fort impact social qui seront identifiés par les autorités guinéennes, dans le cadre du Programme Simandou 2040.

Guinée-Bissau

Adoption du projet de budget 2026 de l'Etat

Le 30 décembre 2025, le Conseil des ministres du Gouvernement de transition [a approuvé](#), avec amendements, le projet de Loi de finances pour l'exercice 2026. Le budget général de l'État s'équilibre en ressources et en dépenses à 530,7 Md FCFA (809 M EUR), avec un déficit global estimé à 79,8 Md FCFA (121,6 M EUR). Le Conseil a également validé le Programme d'investissement public intégré au budget 2026, arrêté à 83,2 Md FCFA (126,8 M EUR).



Libéria

Le Parlement approuve la concession ferroviaire Yekepa-Buchanan à Ivanhoe Atlantic

Le 12 décembre 2025, le Parlement libérien [a approuvé](#) l'attribution au groupe Ivanhoe Atlantic de la concession du corridor ferroviaire Yekepa – port de Buchanan. Cette infrastructure stratégique, reliant le sud-est de la Guinée au port libérien, est destinée à soutenir l'exportation de minerai de fer de haute qualité de la société américaine depuis son projet de Kon Kweni en Guinée, mais aussi à dynamiser le transport de marchandises agricoles, industrielles et d'autres produits miniers. Cette décision s'inscrit dans la politique libérienne de transformation des chemins de fer en système multi-usagers et en hub logistique régional.

21 M EUR de l'UE en appui budgétaire

Le 19 décembre 2026, l'Union européenne (UE) [a annoncé](#) le décaissement de 21 M EUR, première tranche d'un programme triennal d'appui budgétaire de 56 M EUR entièrement sous forme de dons. Le versement a été réalisé sur la base de la performance et des réformes accomplies par les autorités libériennes, conformément aux indicateurs convenus avec l'UE. Les fonds, déjà intégrés au budget national 2025, visent à stabiliser le financement de l'État et à prévenir des déséquilibres budgétaires. Le programme européen accompagne le renforcement de la gestion et de la transparence des finances publiques, l'amélioration de la mobilisation des recettes, la gouvernance des ressources naturelles et le développement des filières locales.

Mali

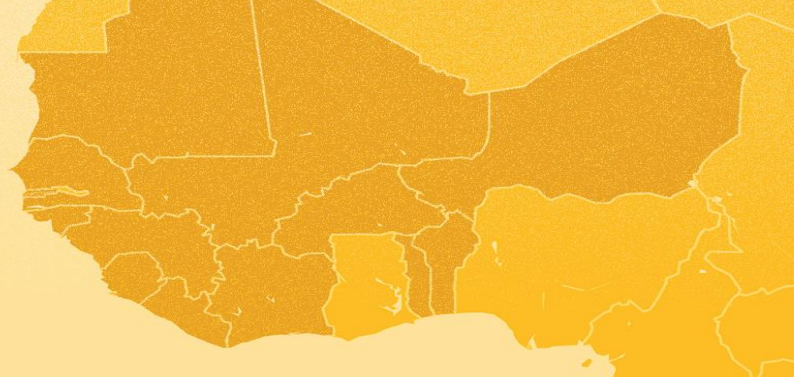
Validation de la 1^{ère} revue du programme de référence avec le FMI

Le 15 décembre 2025, la direction du FMI [a approuvé](#) la 1^{ère} revue du programme de référence conclu avec le Mali. D'une durée de 11 mois, le SMP avait été approuvé en mars 2025 et vise à assurer la soutenabilité budgétaire, renforcer la gouvernance et la gestion des finances publiques, et préserver les dépenses en faveur des populations vulnérables. À l'issue de cette 1^{ère} revue, la mise en œuvre du programme a été jugée globalement satisfaisante, les autorités ayant atteint la quasi-totalité des critères de performance à fin septembre 2025 ainsi que l'ensemble des repères structurels. En 2025, l'activité économique a été affectée par des perturbations de l'approvisionnement en carburant liées à la situation sécuritaire, une baisse de la production aurifère et des contraintes sur l'aide extérieure, conduisant à un ralentissement de la croissance à 4,1 % et à une inflation proche de 3 %. Le SMP vise à établir un historique de réformes susceptible de soutenir un accès ultérieur à un financement du FMI.

Mauritanie

275 M USD pour moderniser le principal corridor ferroviaire du pays

La Banque africaine de développement (BAfD) et BEI Monde (la branche de la Banque européenne d'investissement – BEI – dédiée au développement et aux partenariats internationaux) [ont annoncé](#) un financement conjoint de 275 M USD pour moderniser le principal corridor ferroviaire de Mauritanie, reliant Zouérat (zone minière) au Port Atlantique de Nouadhibou. Les deux financements, 150 M USD de la BAfD et



125 M USD de la BEI, bénéficient d'une garantie de l'UE et sont directement octroyés à la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) qui met en œuvre le projet. Ce dernier vise principalement à réhabiliter et étendre la ligne de fer existante, améliorer la compétitivité du pays, soutenir une croissance verte et renforcer l'intégration régionale.

Adoption d'un nouveau système de fixation du prix de vente du carburant

Le 7 janvier 2026, le gouvernement mauritanien [a adopté](#) un nouveau décret portant sur le mécanisme de fixation des prix des produits pétroliers liquides. Auparavant, soit dans le système de fixation préalable du prix à la pompe mis en place en 2011, puis revu en 2014, l'État prend en charge ou bénéficie de la différence par rapport au prix de revient selon l'évolution des cours internationaux. En l'occurrence, en raison de la hausse des cours du pétrole ces dernières années, la différence de prix supportée par l'État s'est élevée à 5,3 Md MRU (1,4 % du PIB) en 2023 et à 3,9 Md MRU (0,9 % du PIB) en 2024 [selon le FMI](#). Les autorités indiquent par ailleurs que l'année 2026 devrait être marquée par une baisse des cours du pétrole. De ce fait, l'abrogation de l'ancien système permettra à la population de bénéficier d'une baisse du prix à la pompe. En outre, la nouvelle réforme comprend également la mise en place d'un mécanisme d'intervention en cas de hausse des prix qui permettra d'allouer un soutien financier ciblé aux familles vulnérables en cas de hausse des prix du carburant. A noter que le mécanisme de fixation des prix du gaz domestique reste inchangé.

Niger

Prolongation de l'accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité avec le FMI

Le 18 décembre 2025, le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la demande des autorités nigériennes visant à prolonger jusqu'au 4 mars 2026 l'accord conclu au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Cette extension vise à aligner l'examen final du programme FRD avec celui de l'accord concomitant soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC). L'accord FRD, d'une durée initiale de deux ans, avait été approuvé le 5 juillet 2023 et prévoit un accès de 98,7 M DTS (131,5 M USD). Le dispositif FRD a pour objectif d'accompagner les pays dans le renforcement de sa résilience aux chocs climatiques, en complément des programmes de financement concessionnel existants.

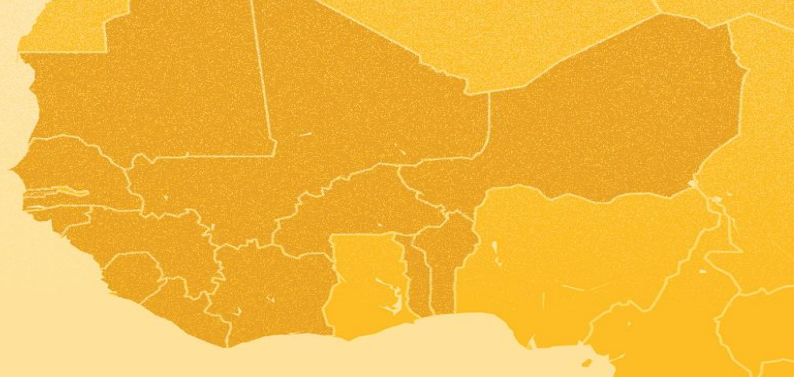
Sénégal

L'Etat mobilise plus de 850 M EUR lors de son 4^e appel public à l'épargne de l'année 2025

Le Sénégal a clôturé en décembre son quatrième et dernier appel public à l'épargne de 2025, [en mobilisant](#) 560 Md FCFA (853,7 M EUR), soit 140 % de son objectif initial de 400 Md FCFA (609,8 M EUR). L'opération, déclinée en quatre maturités de 3, 5, 7 et 10 ans, avec des taux plafonnés à 6,95 %, vise à soutenir l'exécution budgétaire et à couvrir les besoins financiers de l'Etat pour l'exercice 2025. Le Sénégal a fortement sollicité le marché régional au cours de l'année 2025 : le pays a collecté 2 225 Md FCFA (3,4 Md EUR) via les enchères UMOA-Titres et 1 779 Md FCFA (2,7 Md EUR) grâce aux appels publics à l'épargne, dont plusieurs titres sont déjà cotés à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) de l'UEMOA.

Lancement du projet Agropole Centre

Le Sénégal a officialisé, le 16 décembre 2025, [le lancement de l'Agropole Centre](#), un projet de 107,4 Md FCFA (163,8 M EUR) pour dynamiser la



transformation agro-industrielle dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel. Soutenu par la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque islamique de développement (BIsD) et l'Agence belge de développement (Enabel), il cible 37 projets structurés autour des filières céréales, arachides, sésame et sel, avec pour objectif de multiplier les taux de transformation par deux ou trois. L'initiative devrait générer près de 130 000 emplois directs et plus de 200 000 indirects et vise à valoriser les matières premières locales, tout en renforçant les revenus des producteurs. Intégré au Programme national de développement des agropoles qui devrait doter le Sénégal de 5 agropoles régionaux [d'ici 2028](#), ce projet s'inscrit dans la stratégie de souveraineté alimentaire du pays afin de réduire une facture annuelle d'importations alimentaires avoisinant 1,6 Md EUR.

Le Sénégal devient membre non-régional de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures

Le 22 décembre 2025, le Sénégal est devenu officiellement [pays membre non-régional](#) de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). Après avoir exprimé son intérêt en novembre 2019, le Sénégal était jusqu'ici membre prospectif. Le pays a souscrit au capital de la Banque à hauteur de 5 M USD. Ce nouveau statut lui ouvre désormais l'accès aux financements de la BAII pour soutenir ses projets d'infrastructures.

Sierra Leone

La Banque centrale baisse son taux directeur à 16,75 %

Le 16 décembre 2025, la Banque de Sierra Leone [a décidé](#) de réduire son taux directeur de 200 points de base à 16,75 % suivant la

recommandation de son Comité de politique monétaire (CPM). Ce taux avait déjà été abaissé 3 mois plus tôt de 300 points. Cette décision reflète l'assouplissement des pressions inflationnistes et l'amélioration du cadre macroéconomique. L'inflation a baissé à 4,4 % en g.a en octobre 2025 contre 5,4 % le mois précédent. La croissance du PIB réel est projetée à 4,4 % en 2025, portée par de bonnes performances dans l'agriculture, l'industrie et les services. La balance commerciale a enregistré un déficit de 166,3 M USD au 3^e trimestre 2025, contre un excédent de 6,4 M USD au 2^e trimestre 2025. En outre, les réserves de change permettent de couvrir 2 mois d'importations.

Togo

Baisse du nombre d'entreprises pour la 2^e année consécutive

Selon les données du [Centre de Formalités des Entreprises \(CFE\)](#), le nombre d'entreprises créées en 2025 au Togo s'est établi à 14 202, contre 14 919 en 2024, soit une baisse de 4,8 %. En effet, si le nombre d'entreprises créées a connu une hausse continue entre 2018 et 2023, il a diminué à partir de 2024 (-13 % par rapport à 2023) et reste en dessous de la barre des 15 000 depuis. Dans le détail, 11 556 structures ont été créées par des Togolais contre 2 646 pour des personnes de nationalité étrangère.

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (1/2)

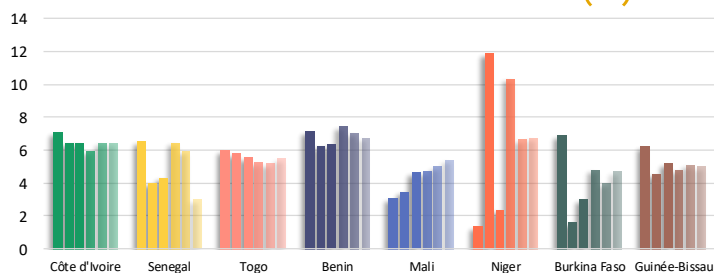
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	7,5 %	7,0 %	6,7 %	1 482	1 635	1 788	1,2 %	2,1 %	2,0 %	15,0 %	15,6 %	15,8 %
Burkina Faso	4,8 %	4,0 %	4,8 %	982	1 115	1 246	4,2 %	1,3 %	2,4 %	22,0 %	21,2 %	21,4 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,4 %	6,4 %	2 723	3 016	3 294	3,4 %	1,0 %	1,5 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,8 %	5,1 %	5,0 %	1 105	1 225	1 342	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,1 %	16,1 %	15,7 %
Mali	4,7 %	5,0 %	5,4 %	930	1 014	1 094	3,2 %	3,5 %	2,0 %	22,1 %	21,8 %	21,8 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	789	864	9,1 %	4,2 %	3,2 %	9,2 %	11,1 %	11,2 %
Sénégal	6,4 %	6,0 %	3,0 %	1 759	1 921	2 030	0,8 %	2,0 %	2,0 %	20,1 %	21,8 %	21,9 %
Togo	5,3 %	5,2 %	5,5 %	1 024	1 120	1 215	2,9 %	2,4 %	4,5 %	19,0 %	18,8 %	18,5 %
Cap Vert	7,2 %	5,2 %	4,8 %	5 329	5 671	6 069	1,0 %	1,5 %	2,0 %	25,0 %	26,5 %	25,1 %
Gambie	5,3 %	6,0 %	5,1 %	865	890	925	11,6 %	7,5 %	4,9 %	21,8 %	26,2 %	25,1 %
Guinée	6,1 %	7,2 %	10,5 %	1 572	1 741	1 909	4,7 %	3,1 %	3,0 %	15,6 %	17,2 %	16,9 %
Liberia	4,0 %	4,6 %	5,4 %	851	904	956	8,2 %	9,8 %	7,7 %	22,3 %	20,2 %	20,1 %
Mauritanie	6,3 %	4,0 %	4,3 %	2 430	2 582	2 717	2,5 %	2,5 %	3,6 %	22,2 %	24,9 %	24,5 %
Sierra Leone	4,4 %	4,4 %	4,9 %	902	980	1 033	28,4 %	9,4 %	10,5 %	11,1 %	10,5 %	12,0 %
Afrique Subsaharienne	4,1 %	4,1 %	4,4 %	1600	1690	1 790	20,3 %	13,1 %	10,9 %	18,1 %	18,4 %	18,2 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	35,1 %	33,8 %	34,5 %	-6,6 %	-5,5 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	53,4 %	50,7 %	49,6 %
Burkina Faso	21,9 %	17,5 %	18,8 %	-5,7 %	-1,6 %	-1,3 %	-5,8 %	-4,0 %	-3,5 %	57,2 %	53,2 %	51,7 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,1 %	30,2 %	-4,2 %	-2,1 %	-1,7 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	55,6 %	54,1 %
Guinée-Bissau	17,5 %	18,5 %	19,1 %	-8,2 %	-6,0 %	-5,3 %	-7,3 %	-3,3 %	-3,4 %	82,2 %	76,2 %	74,0 %
Mali	17,5 %	17,8 %	17,3 %	-4,6 %	-4,6 %	-2,6 %	-2,6 %	-3,4 %	-3,2 %	51,7 %	48,9 %	48,0 %
Niger	20,1 %	22,3 %	22,6 %	-6,0 %	-3,3 %	-5,2 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	42,2 %	41,4 %
Sénégal	37,9 %	31,0 %	27,3 %	-12,5 %	-8,0 %	-5,4 %	-13,4 %	-7,9 %	-5,0 %	128,4 %	122,9 %	124,3 %
Togo	26,8 %	25,6 %	24,2 %	-3,2 %	-1,8 %	-0,6 %	-7,4 %	-7,6 %	-3,0 %	72,1 %	71,9 %	70,6 %
Cap Vert	22,2 %	22,1 %	21,8 %	3,8 %	-0,9 %	-2,3 %	-1,1 %	-1,6 %	-0,9 %	111,2 %	106,0 %	101,0 %
Gambie	25,3 %	24,2 %	26,2 %	-6,7 %	-4,9 %	-4,6 %	-4,1 %	-1,0 %	-0,5 %	80,0 %	74,4 %	70,0 %
Guinée	15,3 %	15,1 %	15,1 %	-14,0 %	-9,7 %	-2,3 %	-5,0 %	-3,2 %	-3,0 %	48,8 %	42,2 %	38,1 %
Liberia	n.d.	n.d.	n.d.	-10,9 %	-13,1 %	-11,8 %	-2,0 %	-1,7 %	-2,4 %	57,2 %	55,7 %	54,2 %
Mauritanie	43,1 %	33,6 %	34,1 %	-9,4 %	-7,2 %	-7,1 %	-1,4 %	-0,5 %	-1,0 %	42,8 %	41,2 %	40,6 %
Sierra Leone	18,3 %	17,4 %	17,8 %	-3,8 %	-3,4 %	-2,0 %	-4,5 %	-4,5 %	-2,1 %	41,7 %	41,2 %	38,6 %
Afrique Subsaharienne	20,5 %	21,0 %	21,7 %	-1,5 %	-1,7 %	-1,8 %	-3,8 %	-3,8 %	-3,6 %	59,1 %	58,5 %	57,3 %

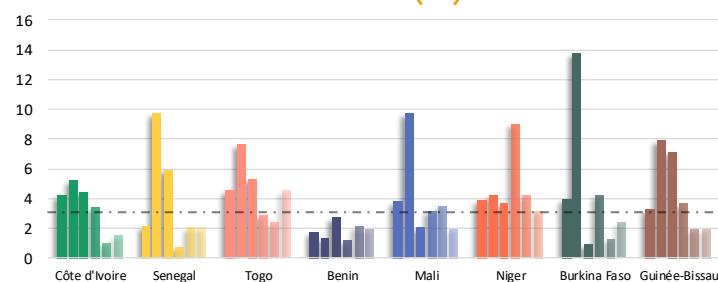


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (2/2)

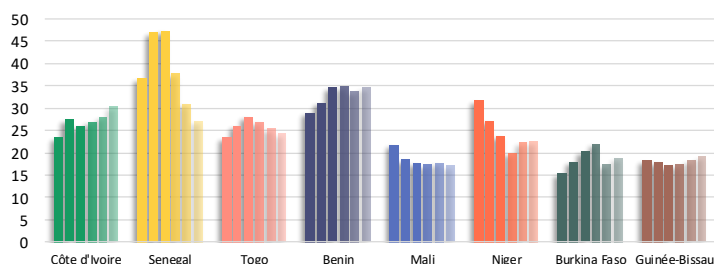
Croissance du PIB réel (%)



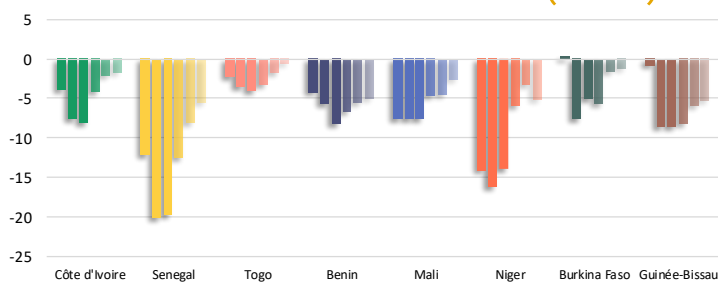
Inflation (%)



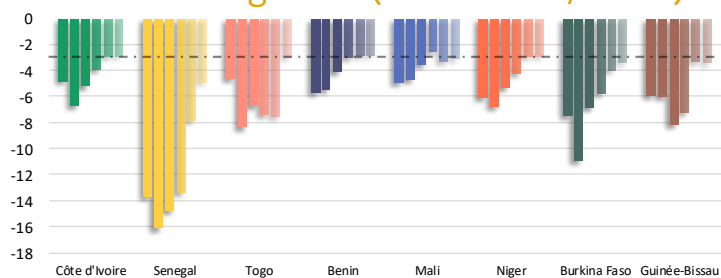
Investissements publics (% PIB)



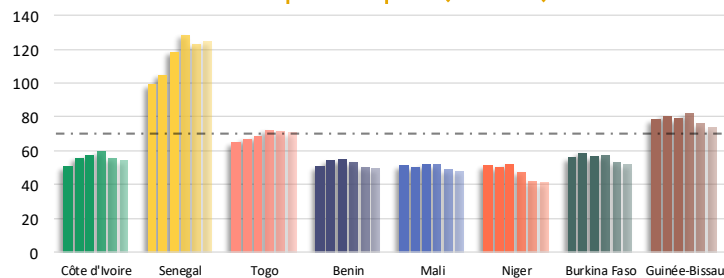
Solde de la balance courante (% PIB)



Solde budgétaire (dons inclus, % PIB)



Dettes publiques (% PIB)



■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 ■ 2026 - - - - - Seuil régional (quand existant)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtrésor.gouv.fr & suivez notre page [Linkedln](https://www.linkedin.com/company/dgtrésor)